

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – **ETAM**

ACCORD DU 13 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2017
(LORRAINE)

NOR : ASET1750309M
IDCC : 2609

Entre
SCOP BTP Est
FFB Grand Est
CAPEB Grand Est

D'une part, et

CFTC
URCB CFDT
FG FO construction

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Suite à la réunion paritaire qui s'est tenue à Nancy, le 13 février 2017, tous les partenaires sociaux ayant été dûment invités, en présence des représentants de la FFB Grand Est, de la CAPEB Lorraine et des représentants CFDT, CFTC, CGT-FO et CFE-CGC.

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment pour les départements de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, cet accord fixe le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Lorraine pour la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 aux valeurs suivantes :

(Voir tableau page suivante.)

(En euros.)

| | |
|----------|----------|
| Niveau A | 1 526,77 |
| Niveau B | 1 603,63 |
| Niveau C | 1 707,98 |
| Niveau D | 1 839,77 |
| Niveau E | 2 048,44 |
| Niveau F | 2 279,07 |
| Niveau G | 2 575,60 |
| Niveau H | 2 773,28 |

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-1 et D. 2231-2, D. 2231-4, D. 2231-5, D. 2231-6, D. 2231-3, D. 2231-7, D. 2231-8 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, avec son application la plus rapide, à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Fait à Nancy, le 13 février 2017.

(Suivent les signatures.)